

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 3 (1945)
Heft: 2

Artikel: Les Etats-Unis, l'Europe... et la Suisse sur les marchés sud-américains
Autor: Morax, Robert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-132064>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les Etats-Unis, l'Europe... et la Suisse sur les marchés sud-américains

par Robert MORAX

Secrétaire à l'Office suisse d'expansion commerciale

Depuis la découverte du nouveau monde par Christophe Colomb qui mit au service de son souverain, Ferdinand V le Catholique, et de ses successeurs les ressources inépuisables de ces terres lointaines, les relations économiques de l'Amérique du Sud avec l'Europe occidentale allèrent se développant rapidement. Ce fut d'abord avec les pays que leur position sur l'Atlantique désignait historiquement pour porter au delà des mers les germes de la civilisation européenne (Espagne, Portugal, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas). Ce fut ensuite avec les Etats qui, sans avoir nécessairement une porte ouverte sur l'Océan, s'étaient industrialisés de bonne heure et cherchaient à la fois de nouveaux débouchés pour leurs articles manufacturés et des sources d'approvisionnement en matières premières et denrées alimentaires. Etant donné le caractère complémentaire des économies en présence, le volume et la valeur des échanges entre l'Europe et les républiques sud-américaines augmentèrent assez régulièrement jusqu'en 1939, en dépit d'un fléchissement momentané consécutif à la guerre de 1914-1918. A cette époque, nous observons déjà quelques changements dans l'orientation économique de l'Amérique du Sud, à la faveur de circonstances semblables à celles dont nous constatons les effets au cours du présent conflit, avec cette différence toutefois que les perturbations engendrées par la première guerre mondiale, à en juger par les éléments d'appréciation à notre disposition, sont loin d'être aussi profondes que celles qui affectent aujourd'hui l'économie des républiques sud-américaines.

A partir de 1939, la perte rapide de précieuses sources d'approvisionnement et, ce qui est encore plus grave pour elles, de leurs gros marchés en Europe, engagea ces républiques à se tourner résolument vers les Etats-Unis, pays avec lequel elles entretenaient certes des relations suivies avant la guerre déjà, mais pays dont l'économie était plutôt parallèle à la leur et pays vis-à-vis duquel elles avaient toujours pris une attitude de défense instinctive, la doctrine de Monroe « l'Amérique aux Américains » étant considérée par la plupart des Sud-Américains beaucoup plus comme un danger d'intrusion des Etats-Unis dans leurs propres affaires que comme une promesse de défense d'intérêts qui n'avaient, à vrai dire, pas grand-chose de commun. Cette attitude n'explique-t-elle pas pourquoi les pays sud-américains ont souvent cherché, dans un resserrement des liens qui les rattachaient à l'Europe, un contrepoids à une emprise économique nord-américaine ? N'explique-t-elle pas comment, au début du XX^e siècle, certains Etats européens, l'Angleterre et l'Allemagne

surtout, prirent une part sans cesse plus grande dans la vie économique de l'Amérique du Sud, la première en y investissant de gros capitaux dans les chemins de fer, dans les entreprises industrielles, dans la culture des terres et dans l'élevage des troupeaux, la seconde en portant son effort avant tout sur le plan commercial, ainsi qu'en témoigne l'ouverture de nombreuses lignes transatlantiques. Cette attitude fera peut-être comprendre aussi pourquoi les échanges commerciaux de ces pays avec la Suisse, pendant les cinq premières années de la guerre, n'ont pas fléchi dans la proportion que les difficultés de transports entravant le commerce d'outre-mer pourraient laisser supposer. S'il faut y voir, certes, la volonté affirmée par la Suisse de maintenir le contact dans l'espoir d'une reprise rapide des échanges après la guerre, et ceci en dépit de la concurrence des Etats-Unis, on peut aussi l'interpréter comme l'expression du désir des républiques sud-américaines d'encourager les rares Etats d'Europe encore à même de maintenir un courant d'échanges avec elles, précisément pour contre-balancer la concurrence nord-américaine et dans l'espoir de retrouver, après la guerre, sur le plan international, un point d'équilibre économique plus conforme à leurs intérêts communs.

A ce propos, l'observateur peut relever, aujourd'hui déjà, quelques signes très nets d'émancipation économique dans certains Etats de l'Amérique du Sud : rachat du contrôle ou expropriation pure et simple de centrales électriques et usines à gaz jusqu'alors en mains étrangères, tentatives de nationalisation de chemins de fer financés par une tierce puissance, désir général de se soustraire au contrôle financier qu'exercent certains pays étrangers sur l'économie industrielle latino-américaine... bref, autant de symptômes reflétant une tendance générale fort intéressante.

* * *

Avant d'analyser les relations entre l'Amérique du Sud et la Suisse, disons quelques mots de la politique économique des Etats-Unis sur ce continent pendant les quelques années qui précédèrent la guerre et pendant les premières années du conflit, puisqu'il s'agit en l'occurrence du concurrent le plus sérieux et le plus solidement établi dans la place, avec lequel la Suisse et, plus tard, les autres pays d'Europe devront compter.

En 1938, la part du commerce extérieur de l'Amérique du Sud avec les Etats-Unis était de 34 % aux importations et de 30,2 % aux exportations, alors que celle des échanges avec les grands pays européens et le Japon ensemble était de 37,2 % pour les premières et de 34,2 % pour les secondes. A cette époque, les Etats-Unis participaient aux importations totales des républiques sud-américaines dans une mesure allant du 12 au 18 % et aux exportations de ce continent dans une proportion allant du 21 au 24 %. Les livraisons des Etats-Unis portaient surtout sur les machines, les véhicules, les produits chimiques et les textiles. Il est indubitable qu'avant la guerre on constatait un lent fléchissement de ces échanges exprimés en pour-cent et une augmentation progressive du commerce sud-américain avec les pays d'Europe.

Après une année de guerre, la situation s'est donc renversée, les exportations des Etats-Unis vers l'Amérique du Sud ont augmenté de 50,8 % et leurs

importations en provenance de ce continent de 30,6 %. La balance commerciale entre les deux partenaires accuse un solde actif pour les Etats-Unis de 93 millions de dollars et montre à l'évidence qu'en temps normal la capacité d'absorption des Etats-Unis en produits sud-américains n'est pas aussi grande qu'on peut le croire, en raison même du parallélisme déjà cité des économies. Mais bientôt, l'entrée en guerre des Etats-Unis élargit quelque peu le débouché nord-américain. La grande république du Nord, dont le potentiel industriel fut mobilisé presque entièrement pour les besoins de l'armée, fit en effet appel aux marchés sud-américains pour répondre partiellement aux exigences de ses besoins civils d'une part, et pour fournir les matières premières indispensables à ses industries de guerre d'autre part. Voilà donc pourquoi, de 1938 à 1944, la valeur du commerce entre les Etats-Unis et les républiques sud-américaines a triplé.

Selon les renseignements officiels publiés par Washington, la valeur totale des exportations des Etats-Unis vers les pays de l'Amérique latine en 1943 atteignait 819 millions de dollars, alors que les importations aux Etats-Unis de produits latino-américains représentaient une valeur de 1310 millions de dollars. L'augmentation sur les moyennes annuelles enregistrées pour la période allant de 1935 à 1939 est de 74 % aux importations américaines et de 150 % aux exportations. La balance commerciale laisse un solde favorable aux pays de l'Amérique latine de l'ordre de 491 millions de dollars en 1943 et de 271 millions en 1942. Relevons qu'en temps normal cette balance était favorable aux Etats-Unis. Les montants accumulés en or et en devises représentant les soldes de ces échanges atteignaient 2697 millions de dollars au 1^{er} janvier 1944. Au 1^{er} janvier 1945, il est fort probable que ces crédits ont atteint 4 milliards de dollars. Ils constituent évidemment un énorme solde disponible pour le financement des achats sud-américains en Amérique du Nord lorsque, la guerre finie, les industries nord-américaines reprendront le rythme normal de leur production civile. Il faut certainement voir là un élément de nature à étayer le potentiel de concurrence des Etats-Unis sur les marchés sud-américains, le moment venu. Tout dépendra évidemment du temps qu'il faudra à l'industrie américaine pour opérer sa conversion, temps qui représentera le délai donné aux quelques pays d'Europe à même d'exporter immédiatement pour reprendre pied en Amérique du Sud sans se heurter trop durement à la concurrence américaine.

Un autre élément susceptible d'influencer aussi l'orientation du commerce extérieur de l'Amérique latine après la guerre est la politique d'investissement de capitaux étrangers, dans les industries locales tout particulièrement. Or la valeur des investissements privés nord-américains atteignait, au début de 1944, le total de 2494 millions de dollars, auquel il conviendrait d'ajouter 436 millions de dollars de crédits officiels mis à disposition des républiques sud-américaines par l'« Export-Import Bank » de Washington et 128 millions de dollars représentant les prêts consentis à la même date par les Etats-Unis au bénéfice de la loi « prêt et bail ». De ces investissements et crédits, le Brésil est certainement l'Etat sud-américain qui en absorbe la plus large part, ce qui est normal d'ailleurs, puisqu'il a marché plus rapidement que tout autre, à la faveur des circonstances, dans la voie de l'industrialisation.

A propos d'industrialisation, nous venons de mentionner le second facteur (le développement des relations avec les Etats-Unis étant le premier) susceptible de modifier les données du problème sud-américain après la guerre. Les progrès rapides réalisés dans ce sens sont évidemment dus aux difficultés, nées du conflit mondial, qui obligèrent l'Amérique du Sud à répondre, partiellement tout au moins, à la demande du marché intérieur. Les Etats-Unis soutinrent ce développement industriel dans l'espoir que les républiques sud-américaines pourraient leur livrer certains articles et produits de consommation civile dont, comme nous l'avons vu, le marché nord-américain avait d'autant plus besoin que son potentiel industriel se trouvait mobilisé presque entièrement pour la production de guerre.

Il serait sans doute intéressant de dresser le bilan des mesures officielles et des initiatives privées prises plus particulièrement au Brésil, en Argentine et au Chili pour asseoir solidement les bases d'une industrie viable, non seulement en période exceptionnelle, mais aussi après un retour à des conditions normales, c'est-à-dire au jeu plus ou moins libre de la concurrence étrangère. Parler longuement des décrets portant augmentation des droits de douane, fixation des contingents à l'importation, création de banques de crédit industriel, octroi de subsides, création d'organismes pour l'étude des mesures à prendre en vue d'assurer la protection de l'industrie, dépasserait le cadre de cette étude générale dont le propos est avant tout de dégager les lignes de force de l'économie du continent sud-américain. Contentons-nous de relever à titre d'exemple que la production industrielle de l'Argentine en 1943 atteint, avec 2,7 milliards de pesos, une valeur supérieure à celle de sa production agricole (2,5 milliards) et que le nombre d'ouvriers occupés aujourd'hui dans l'industrie de cet Etat dépasse celui des travailleurs occupés dans l'agriculture.

L'industrie sud-américaine travaille tout d'abord à la transformation et à la préparation des produits du sol (conserves, extraits de viande, produits laitiers), ensuite à la fabrication d'articles textiles (en coton surtout, mais aussi en laine et en soie artificielle), ainsi qu'à celle de chaussures et de papier. Citons enfin l'existence d'une industrie chimique et d'une industrie métallurgique doublées d'une riche industrie minière dont les possibilités d'expansion s'avèrent énormes. Si cet essor risque de fermer les marchés sud-américains à certains biens de consommation importés autrefois d'Europe et fabriqués aujourd'hui sur place, il ouvre en revanche de nouveaux débouchés aux biens de production.

Un troisième facteur dont l'influence sera certainement sensible sur l'évolution des conditions économiques de ce continent est l'impulsion que la guerre a donnée aux échanges des républiques sud-américaines entre elles. Il peut en effet paraître surprenant que des Etats ayant des frontières communes se soient, à l'endroit de leurs voisins, retranchés dans la tour d'ivoire de leur économie pour n'ouvrir une porte que sur les Etats-Unis et une autre sur l'Europe. Ceci s'explique toutefois puisque nous avons affaire jusqu'en 1938 à des pays essentiellement agricoles, dont l'économie n'était guère complémentaire. Depuis que certains d'entre eux ont pris un grand essor industriel à la faveur de la guerre, ils comprirent qu'ils pourraient tirer avantage de leur voisinage géographique pour trouver des fournisseurs et clients susceptibles

de remplacer, partiellement du moins, ceux qu'ils avaient perdus outre-mer.

Les bases de cette coopération interaméricaine ont été jetées en janvier 1942 à la Conférence de Rio de Janeiro qui recommanda l'octroi de facilités réciproques sous forme de crédits, d'une réglementation des prix et de la concurrence entre Etats sud-américains, d'un développement rapide du réseau continental des communications aériennes, maritimes et terrestres, d'accords commerciaux, etc.

Jusqu'à quel point ces recommandations ont-elles été suivies et ont-elles exercé une influence sur le développement des échanges interaméricains au cours de ces dernières années ? Il est difficile de le dire. Force est cependant de constater que le commerce des républiques latino-américaines entre elles a plus que triplé de valeur de 1938 à 1943. En outre, s'il représentait 8 % du commerce total du continent en 1938, en 1943 il en formait le 18 %. Il faut donc admettre que les nombreux traités et accords bilatéraux conclus depuis la Conférence de Rio entre pays sud-américains, les facilités que ceux-ci se sont souvent accordées en matière de politique douanière (union douanière entre l'Argentine et le Chili), les crédits qu'ils se sont octroyés réciproquement sont l'expression indéniable d'un sentiment de solidarité qui laissera probablement des traces profondes dans l'économie sud-américaine. Là encore, les anciens clients et fournisseurs de l'Amérique du Sud devront compter avec un élément nouveau lors de la reprise des relations commerciales avec ce continent.

* * *

Après avoir cherché à suivre l'évolution économique de l'Amérique du Sud au cours des années de guerre et à dégager quelques-unes des perspectives que peut ouvrir cette évolution, nous essayerons de circonscrire le problème dans les limites plus étroites de nos propres intérêts en étudiant, sur la base des statistiques à notre disposition, l'état des relations économiques qu'entretient la Suisse avec ce continent. Deux économies complémentaires : première constatation, déjà valable pour l'Europe dans son ensemble, mais qui, à plus juste titre encore, mérite d'être répétée en ce qui concerne la Suisse face à l'Amérique du Sud. D'un côté, des républiques riches en matières premières et ressources naturelles ou, comme nous l'avons vu pour certaines d'entre elles, sur la voie d'une industrialisation au premier stade (biens de consommation) ; de l'autre, un pays dépourvu de ces matières premières et pauvre en certaines de ces ressources naturelles, mais riche d'une production industrielle très poussée portant soit sur des biens de production de haute qualité, soit sur des biens de consommation tirant leur valeur de la somme de travail qui y est incorporée. La position ainsi définie des deux partenaires explique pourquoi, avant la guerre, le commerce de la Suisse avait pris un essor réjouissant avec quelques-unes des républiques de l'Amérique du Sud comme l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Chili et la Colombie.

Depuis la guerre et bien que les dispositions du blocus et du contre-blocus devinssent chaque année plus rigides et que les difficultés de transports augmentassent aussi avec l'usure du matériel roulant, nos échanges commerciaux avec les pays précités conservèrent, jusqu'au débarquement allié en France

en juin 1944, un rythme qui ne laisse pas d'étonner. Reconnaissons que si la Suisse réussit à maintenir ce courant d'échanges en dépit des difficultés croissantes, c'est grâce à la petite flotte commerciale qu'elle sut fréter à temps et qui rendit au pays des services inestimables en acheminant, d'une part, d'Amérique du Sud en Suisse force produits d'une importance vitale pour notre économie et en transportant, d'autre part, dans les pays sud-américains les articles fabriqués qui leur faisaient défaut depuis la perte de la plupart de leurs fournisseurs européens et depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Les tableaux ci-dessous donneront une idée générale de l'évolution de ces échanges pour autant que le lecteur tienne compte dans ses appréciations de la hausse progressive des prix sur le marché mondial depuis 1940 :

	Import. suisses d'Amérique du Sud (en millions de fr. s.)	% des import. totales de la Suisse	Export. suisses en Amérique du Sud (en millions de fr. s.)	% des export. totales de la Suisse
1938	85,45	5,2	71,19	5,2
1939	116,70	6,0	72,63	5,4
1940	154,24	8,2	73,67	5,3
1941	133,62	6,6	62,71	4,1
1942	166,55	8,0	84,06	5,2
1943	95,14	5,5	101,37	6,2
1944	65,26	5,5	89,93	7,9

Relevons que les importations en provenance du Brésil et de l'Argentine forment les quatre cinquièmes environ de ce courant d'importation.

Si nous ne pouvons donner la composition de ces échanges pendant les années de guerre, parce que les chiffres de la statistique suisse en restent confidentiels, il nous est en revanche loisible d'étudier le tableau des principales importations suisses d'Amérique du Sud en 1938 et 1939. Il nous reporte à une époque normale, mieux faite que les années troublées qui suivirent pour nous donner une idée des principaux produits d'importation sur la base desquels pourrait reprendre le courant de nos échanges avec ces pays lointains, sitôt la guerre terminée :

	1938		1939	
	quintaux	fr.	quintaux	fr.
Froment	693.711	13.213.000	1.122.473	16.673.000
Avoine	1.771.864	24.908.000	2.095.778	25.411.000
Orge	189.501	3.111.000	540.494	7.078.000
Maïs	743.645	11.039.000	1.107.506	15.973.000
Graines et fruits oléagineux	94.050	2.343.000	125.695	2.956.000
Cuirs et peaux	31.781	3.933.000	33.004	3.521.000
Laine brute	13.878	3.286.000	24.578	5.545.000
Café	103.502	7.699.000	141.680	10.784.000
Cacao	22.450	1.631.000	36.025	2.717.000
Tabac	12.682	1.557.000	13.188	1.737.000

Les principaux fournisseurs en ces denrées étaient l'Argentine et le Brésil, la première nous livrant ses céréales, ses graines et fruits oléagineux, ses cuirs et peaux, sa laine, le second son café, son cacao et ses tabacs. Seraient aussi dignes de mention les livraisons d'avoine et de cuivre du Chili, de laine et d'extraits de viande de l'Uruguay, d'étain de la Bolivie et de la Colombie, des cuirs et peaux du Venezuela, etc.

Au cours des années de guerre, la carte des importations suisses d'Amérique du Sud a subi quelques modifications, certains produits importants en ayant presque disparu alors que de nouveaux s'y inscrivaient. C'est ainsi, par exemple, que les livraisons de l'Argentine en céréales, après avoir sensiblement augmenté en 1940 et 1941, retombèrent, par suite des difficultés de transport, à un niveau bien inférieur à celui d'avant-guerre. Certaines céréales, les graines et fruits oléagineux, les cuirs et peaux et les laines ne parvinrent plus en Suisse, ou du moins en quantités dérisoires. Il est vrai que, pendant ce temps, le Brésil prenait rang au nombre de nos fournisseurs de maïs et de sucre, alors que, de son côté, l'Argentine nous envoyait des huiles et graisses comestibles et industrielles, produits que la Suisse n'avait presque jamais achetés en Amérique du Sud jusqu'alors. Si ces modifications dans les sources d'approvisionnement sont la conséquence d'une situation d'exception, elles n'en donnent pas moins à penser que, après le retour à des temps meilleurs, le courant des exportations sud-américaines vers la Suisse pourrait reprendre sur une base beaucoup plus large qu'auparavant.

Il nous reste à examiner quels produits fabriqués la Suisse livrait avant la guerre à l'Amérique du Sud en contrepartie de ses achats de matières premières et denrées diverses :

	1938	1939
	(en mille fr.)	
Machines	14.023	14.116
Horlogerie	19.772	17.441
Instruments et appareils	3.339	3.871
Tissus de coton.	3.138	3.352
Tissus de soie artificielle	1.215	1.485
Broderie (coton, soie et lin)	1.192	1.589
Produits pharmaceutiques	6.659	8.755
Couleurs d'aniline	2.470	4.953

Il serait évidemment instructif de retrouver, sur la base des statistiques de chacune des républiques en question, quelle fut, au cours des ans, la part de la Suisse exprimée en pour-cent dans l'importation sud-américaine des articles figurant au tableau ci-dessus, ainsi que celle de ses principaux concurrents : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, etc.

Faute de disposer des éléments statistiques qui permettraient de faire, dans le détail, cette étude comparative sur la base d'un dénominateur monétaire commun, nous allons essayer, pour quelques branches intéressant la Suisse, de définir la position acquise par les trois grandes puissances qui, avant la guerre, luttaient d'influence sur le marché sud-américain :

Les Etats-Unis détenaient à eux seuls 50 % du marché sud-américain des machines, 45 % de celui des instruments et appareils et 27 % de celui des produits chimiques et spécialités pharmaceutiques.

L'Allemagne, elle, fournissait alors environ 67 % des couleurs d'aniline, 33 % de l'horlogerie (la part de la Suisse dans cette catégorie était de 67 %), 34 % des produits chimiques et pharmaceutiques, 26 % des instruments et appareils et 23 % des machines importées par l'ensemble des pays de l'Amérique du Sud.

La Grande-Bretagne, dont les intérêts étaient, à dire vrai, plus financiers que commerciaux, n'occupait une situation de premier plan que dans les livraisons de tissus de coton dont elle assurait 39 %, alors que sa part était de 24 % dans les importations de produits chimico-pharmaceutiques, de 14 % dans celles des machines et de 8 % dans celles des instruments et appareils.

Il est évident que, si nous avions la possibilité de dresser le même tableau pour les années de guerre, nous constaterions des modifications sensibles. Les Etats-Unis ont, comme nous l'avons dit, considérablement consolidé leur position au détriment de l'Europe, de l'Allemagne surtout qui perdit rapidement pied en Amérique du Sud, alors que la Grande-Bretagne maintenait plus ou moins ses positions dans certains secteurs. A titre documentaire, nous donnerons ci-dessous le tableau des achats de l'Argentine à ses principaux fournisseurs et à la Suisse en 1938 et en 1942 (nous reprenons les positions indiquées plus haut dans la statistique suisse de nos exportations) :

	ARGENTINE			
	1938		1942	
	pesos	%	pesos	%
<i>Machines</i>				
Etats-Unis	113.662.000	50	28.083.000	73
Allemagne	32.883.000	14	680.000	0,2
Grande-Bretagne	41.585.000	18	4.711.000	15
Suisse	2.098.000	0,9	1.082.000	2,8
<i>Horlogerie</i>				
Etats-Unis	139.000	1,5	397.000	7,7
Allemagne	1.776.000	18,5	673	0,2
Suisse	7.591.000	80	4.500.000	87
<i>Instruments et appareils</i>				
Etats-Unis	10.491.000	40	7.870.000	58,5
Allemagne	7.006.000	25	355.000	2,6
Grande-Bretagne	3.287.000	11,7	1.576.000	11,7
Suisse	635.000	2,3	1.864.000	13,9
<i>Tissus de coton</i>				
Etats-Unis	524.000	0,6	1.396.000	2,6
Grande-Bretagne	31.106.000	32,7	11.928.000	21,8
Japon	30.929.000	32,5	760.000	1,4
Brésil	56.000	—	38.294.000	70,1
Suisse	471.000	0,5	138.000	0,3

	ARGENTINE			
	1938		1942	
	pesos	%	pesos	%
<i>Broderies de coton</i>				
Grande-Bretagne	177.000	21,6	197.000	30
Belgique	200.000	24,5	—	—
Suisse	278.000	34,0	193.000	29
<i>Tissus de soie artificielle</i>				
Etats-Unis	29.000	—	3.547.000	43,8
Grande-Bretagne	1.685.000	10,5	1.999.000	24,6
France	7.023.000	43,9	18.000	0,2
Brésil	—	—	1.339.000	16,5
Japon	2.644.000	16,5	49.000	0,6
Suisse	1.109.000	6,9	855.000	10,6
<i>Produits chimiques</i>				
Etats-Unis	9.641.000	19,3	26.093.000	43,5
Grande-Bretagne	16.608.000	33,2	23.693.000	39,5
Allemagne	8.584.000	17,2	648.000	1,1
Suisse	1.435.000	2,8	1.634.000	2,7
<i>Spécialités pharmaceutiques</i>				
Etats-Unis	1.108.000	19,1	1.062.000	40,8
Allemagne	1.955.000	33,7	260.000	9,3
France	1.588.000	27,4	—	—
Suisse	433.000	7,5	349.000	12,5
<i>Couleurs d'aniline</i>				
Etats-Unis	318.000	12,7	1.820.000	42,3
Grande-Bretagne	133.000	5,3	1.028.000	23,9
Allemagne	1.346.000	53,8	535.000	12,4
France	133.000	5,3	1.028.000	23,9
Suisse	240.000	9,6	827.000	19,2

Ces chiffres, qui n'intéressent donc que l'Argentine, peuvent se passer de commentaires, mais si l'on admet que la position de la Suisse dans les importations des autres républiques de l'Amérique du Sud s'est maintenue à un niveau semblable vis-à-vis de la concurrence étrangère, il devient évident que les grands efforts que notre pays a déployés pour garder le contact avec ses anciens clients d'outre-mer, en dépit des difficultés de tous genres qui entravent ses exportations, n'ont pas été faits en vain et qu'ils lui permettront, après la guerre, de reprendre le courant de ses échanges à un rythme plus rapide... à moins que les éléments nouveaux qui sont intervenus pendant le conflit mondial et dont nous avons donné une analyse plus haut ne changent définitivement les données du problème. S'il est difficile de faire des pronostics à ce propos tant que certains éléments d'appréciation feront défaut, nous relèverons toutefois, pour terminer cette analyse, les raisons qui nous font croire

que l'avenir des relations économiques de la Suisse avec les pays sud-américains est prometteur, pour autant que nos industriels et exportateurs sachent profiter des avantages économiques et psychologiques du moment.

La première de ces raisons est donc le fait que la Suisse a su garder le contact avec ces marchés, pendant les cinq premières années de guerre tout au moins, ce qui lui assure une position avantageuse vis-à-vis de ses anciens concurrents européens en Amérique du Sud. La seconde, qui découle de la première, est le fait que, en maintenant en service sa flotte commerciale après la guerre, la Suisse pourra peut-être surmonter les difficultés de transport que la suspension des hostilités en Europe ne résoudra pas immédiatement. La troisième raison d'être optimiste, nous la voyons dans l'essor industriel des pays sud-américains, essor qui, tout en fermant la porte à certains biens de consommation, l'ouvrira par contre toute grande à de multiples biens de production dont la Suisse est gros exportateur (machines de tous genres, instruments, appareils de précision, etc., etc.). Enfin évoquons une quatrième raison, et non la moindre, bien que n'étant pas d'ordre économique : la sympathie dont la Suisse jouit certainement sur les marchés sud-américains, facteur psychologique qui agira dans un sens favorable au développement des relations économiques réciproques.

On pourra voir évidemment dans l'emprise des Etats-Unis en Amérique du Sud, sur le plan commercial et financier, un obstacle de taille à la réalisation de nos vœux. Il ne faut toutefois rien exagérer, car certains des avantages acquis pourraient bien ne pas être définitifs ou exclusifs si l'on en juge par les réactions de plus en plus fréquentes que provoquent, dans maints pays, les craintes, justifiées ou non, d'une hégémonie économique de l'Amérique du Nord.

Il reste donc à la Suisse à étudier et à mettre au point les moyens d'assurer la reprise dans les meilleures conditions possibles : ouverture éventuelle d'agences d'expansion ou développement de celles qui existent, renforcement des cadres économiques de ses représentations officielles, voyages d'études, propagande collective, choix de représentants qualifiés, émigration de jeunes gens pour renouveler les forces des nombreuses colonies suisses en Amérique du Sud, ces véritables foyers de culture helvétique en terre étrangère ; enfin, pour donner un appui sérieux à tant d'efforts, exportation de capitaux mis au service de notre potentiel de vente dans ces pays, car tout ne doit-il pas être mis en œuvre pour resserrer, dans un ordre nouveau, des liens économiques que la guerre n'a pas réussi à rompre ?

ROBERT MORAX.